

Ministères — Avis concernant les

Affaires municipales

Divers

[L.S.]

Gouvernement
du Québec

JEAN-PIERRE CÔTÉ

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE l'article 3 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), édicte que le gouvernement peut, sur requête du Conseil de toute corporation de cité ou ville, même si elle n'est pas régie par ladite loi, octroyer des lettres patentes pour changer son nom;

ATTENDU QUE le Conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine, par sa requête datée du 24 septembre 1980, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de changer son nom en celui de «ville de Cap-de-la-Madeleine»;

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un Décret portant le numéro 3803-80 du 9 décembre 1980, Nous accordons la requête du Conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine, datée du 24 septembre 1980, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec*:

QUE le nom de la cité du Cap-de-la-Madeleine soit changé en celui de «ville de Cap-de-la-Madeleine».

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable JEAN-PIERRE CÔTÉ, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, ce neuvième jour de décembre en l'année mil neuf cent quatre-vingt de l'ère chrétienne et de

Notre règne la vingt-neuvième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

GERMAIN HALLEY.

Libro: 1541

Folio: 97

Avis de l'octroi des lettres patentes est donné, conformément aux dispositions de l'article 3 de la Loi sur les cités et villes.

Le sous-ministre des Affaires municipales,

10750-o

PATRICK KENNIFF.

[L.S.]

Gouvernement
du Québec

JEAN-PIERRE CÔTÉ

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QU'en vertu de l'article 13 de la Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (1978, chapitre 87) le gouvernement peut, par lettres patentes, ériger en municipalité de village nordique toute partie du territoire régi par ladite loi, sur recommandation du ministre des Affaires municipales;

ATTENDU QU'en vertu dudit article, avant de soumettre une recommandation, le ministre procède à des consultations auprès des habitants de la partie du territoire visée et auprès de l'Administration régionale Kativik et à toutes autres consultations qu'il juge opportunes;

ATTENDU QUE de telles consultations ont été tenues sur l'érection de la municipalité du village nordique de Kangisuk;

ATTENDU QUE la Commission de toponymie a émis un avis favorable;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un Décret portant le numéro 3801-80, du 9 décembre 1980, Nous avons décrété et or-

donné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales:

QUE les présentes lettres patentes soient octroyées, érigeant une municipalité de village nordique sous le nom de «municipalité du village nordique de Kangiqsuk»;

QUE la corporation municipale soit désignée sous le nom français de «corporation du village nordique de Kangiqsuk»;

QUE la corporation municipale pourra aussi être désignée sous le nom inuit de «NUNALIT GAVAMAPINGA CORPORASANGA KANGIQSUK» et sous le nom anglais de «corporation of the Northern Village of Kangiqsuk»;

QUE les limites de la municipalité soient celles qu'a décrites officiellement le ministère de l'Énergie et des Ressources le 4 novembre 1980; cette description apparaît comme annexe «A» du susdit Décret portant le numéro 3801-80, du 9 décembre 1980;

QUE la première séance générale du Conseil ait lieu à l'endroit habituel des séances du Conseil communautaire de Kangiqsuk (Payne Bay);

QUE la municipalité soit régie par la Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik

(1978, chapitre 87).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable JEAN-PIERRE CÔTÉ, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, ce neuvième jour de décembre en l'année mil neuf cent quatre-vingt de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-neuvième année.

Par ordre,

Libro: 1541

Folio: 98

Le sous-procureur général adjoint,

GERMAIN HALLEY.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément à l'article 14 de la Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (1978, chapitre 87).

Le sous-ministre des Affaires municipales,

10750-o

PATRICK KENNIFF.

Consommateurs, Coopératives et Institutions financières

Assurances — Loi sur les

LA RÉGIONAIDE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE

*Requête pour constitution
d'une compagnie d'assurance*

Avis est donné conformément aux dispositions des articles 20 et suivants de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32), que les soussignés Éric Forest, 301, rue Hébert, Alma, président de la Fédération des caisses d'entraide économique du Québec, Lionel Harvey, 1626, boulevard Saint-Cyrille ouest, Québec, haut-fonctionnaire à la Commission municipale du Québec, Marcel Plamondon, 375, Rouleau, Hauterive, courtier d'assurance, Jacques Gunn, 500, Grande-Allée, suite 300, Québec, comptable agréé, Jean Daigneault, 151, rue Pin-Solitaire, Sherbrooke, comptable agréé, Stéphane Asselin, 820, rue d'Anjou, Alma, comptable agréé, et Benoit Cantin, 322, rue Notre-Dame est, Alma, responsable du Service d'assurance à la Fédération des caisses d'entraide économique du Québec, désirent se porter requérants en vue de la constitution en corporation d'une compagnie d'assurance.

La raison sociale de la compagnie sera LA RÉGIONAIDE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE.

Les catégories d'assurance envisagées par la compagnie sont les suivantes:

Assurance individuelle ou collective sur la vie, contre les accidents, l'invalidité, la maladie et tout autre risque de même nature, indemnisation de frais d'hospitalisation, médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques, frais de traitements dentaires, de soins d'infirmières et de tout autre frais du même genre encouru en raison d'accident, de maladie ou de maternité, le tout sous réserve des dispositions de la Loi sur l'assurance-hospitalisation et de la Loi sur l'assurance-maladie.

Des contrats d'annuités et de rentes de toutes espèces et de capitalisation ou de fonds d'amortissement.

Le siège social de la compagnie sera situé à Alma, comté de Lac-Saint-Jean.

Le capital-action autorisé de la compagnie est de cinq millions de dollars (5 000 000,00 \$) divisé en cinquante mille (50 000) actions ordinaires d'une valeur nominale de cent dollars (100,00 \$) chacune. De ce capital autorisé,